



Pour faire simple, le paternalisme dont je parle consiste à vouloir toujours décider à la place des autres, à prétendre savoir ce qui est bon pour eux ou ce qu'il leur faut, sans leur consultation et avis préalable.

Ainsi, au fil des jours, lorsque les Camerounais de culture anglo-saxonne suivent la majorité des Camerounais de culture française parler de leur problème, ils renforcent plutôt leur conviction d'avoir fait le bon choix de se battre. En effet, croyant soutenir les "Anglophones", beaucoup d'entre nous font preuve de paternalisme comme nous l'impose l'impérialisme occidental. Or, c'est exactement ce sentiment d'infantilisation qui les révolte.

De quoi s'agit-il ?

Je vais partir d'un exemple pour m'expliquer: qui vous avait dit que les Ambazoniens voulaient le fédéralisme ? Qui vous dit que ce sera bien pour eux? Mes chers amis, dans sa structuration actuelle, ce qu'on sait de l'Ambazonie est qu'il s'agit même d'un "État unitaire" avec des préfets et sous-préfets! Cela veut dire que vous n'avez pas compris le problème.

Comme vous le savez, le principe du management inclusif est que tout ce qui se fait pour nous et sans nous est contre nous. La première étape du leadership inclusif tant attendu serait d'interroger les "Anglophones" à travers une large enquête socio-démographique. En l'état, les

données disponibles montrent bien sûr que la majorité veut pour cesser le feu une MEDIATION INTERNATIONALE de l'ONU assortie d'une résolution contraignante.

Pourquoi ? Parce qu'il y a rupture de confiance au niveau national. Pour comprendre: les accords de Foumban en 1961 étaient déjà un marché de dupes. Déjà sur la forme et dans la démarche, des courants nationalistes comme celui de UM NYOBE avaient souhaité en vain que la réunification précède l'indépendance. Ainsi, c'est en tant qu'un pays réunifié que le Cameroun aurait conquis son indépendance. Mais hélas ! Au fil des ans, même le peu d'engagements pris à Foumban a été entièrement vidé de son contenu au point où en 1984, l'on est revenu de façon unilatérale à la fameuse "La République". Même le peu d'engagements pris dans la constitution de 1996 (suite aux Tripartites) n'a pas été mis en oeuvre 25 ans après. Même le statut spécial promis en 2019 lors du Grand Dialogue National n'est pas encore mis en oeuvre deux ans après. L'économie a été centralisée et même les 15% des ressources promises ne sont pas toujours transférées pour le développement local. Qu'est-ce garantit donc que les résolutions de ce que certains appellent "Nouveau Dialogue Inclusif" seront mises en oeuvre par le régime Biya ? Les "Anglophones" ont plutôt l'expérience d'un régime colonial camerounais qui excelle dans la roublardise et à qui l'on ne peut plus faire confiance. Le régime "colonial" se comporterait comme des faussaires: A chaque coup, il trouve la contrefaçon des revendications exprimées. Par exemple, ils ont fabriqué le statut spécial, le Grand Dialogue National, la Tripartite, etc., qui sont des Fakes des revendications exprimées. Le régime "colonial" ne tient pas sa parole. Il n'est pas crédible and that is the problem.

Mes chers amis, l'approche basée sur les droits de l'homme nous interdit de nous comporter comme s'il faut donner le fédéralisme aux "Anglophones" pour les calmer. Non! Comme si c'était des enfants qui pleuraient et à qui il faut donner le bonbon pour les calmer. Non! C'est une affaire de droits et de droits longtemps violés. Pour mettre fin à cette crise, il faut des garanties que les droits seront désormais respectés.

En 2021, ils pensent que c'est l'ONU qui peut donner cette garantie à travers une résolution qui contraindrait le gouvernement camerounais au cas où il tardait à respecter ses engagements. A défaut, ils accepteraient une médiation américaine en sachant que le gouvernement américain dispose aussi des moyens de frapper le Cameroun en cas de non-respect de ses engagements.

Voilà à quel niveau se situe le débat suite à la dernière enquête de la Coalition for Dialogue and Negotiation dont les captures d'écran sont présentés ci-contre. De nos jours, certains nationalistes qui ne font légitimement pas confiance à la "Communauté internationale" proposent une médiation africaine ou nationale avec des Personnalités indépendantes. Certains noms avaient même circulé sauf que ces personnalités-là n'avaient aucun pouvoir coercitif sur le régime Biya.

La question du génie consiste donc à se demander comment contraindre le régime Biya (1) à négocier et (2) à mettre en oeuvre les résolutions prises à l'issue des négociations. Celui ou celle qui trouve la réponse à ces deux questions aura trouvé la solution à la crise anglophone. Certaines élites politiques "opportunistes" pensent que cette garantie/solution se trouve dans l'élection d'un "Anglophone" à la tête du pays. Ce serait un signe de bonne foi. Sauf que l'on peut élire un Atanga Nji qui ne reconnaît même pas l'existence d'un problème anglophone.

Dans tous les cas, cela suppose que l'on ferait la guerre jusqu'à l'élection/désignation de ce président anglophone.

La question reste pendante. En attendant, changeons notre comportement paternaliste à l'égard des "Anglophones", des "Nordistes", etc. Développons l'écoute ! Et intégrons l'avis des autres dans la prise de décision. Il s'agit-là de l'approche du leadership inclusif qui nous manque cruellement et qui nous garantirait une paix durable.

Dr Louis Marie Kakdeu
